

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/MAR/5

G/SCM/Q1/MAR/5

29 mai 2001

(01-2679)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: français

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS¹ et la COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE²
au sujet de la notification du MAROC³

La Mission permanente du Royaume du Maroc a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 18 mai 2001.

QUESTIONS DES ÉTATS-UNIS

Q1. Le Titre II de l'annexe relative à l'article 15 modifié de la Loi n° 13-89 sur le commerce extérieur est intitulé "Des mesures de sauvegarde de la production nationale". Veuillez confirmer que l'article 15 est censé s'appliquer non seulement aux mesures de sauvegarde autorisées par l'Accord sur les sauvegardes, mais aussi aux questions relatives aux pratiques antidumping et aux droits compensateurs.

Réponse

L'article 15 de la loi n°13-89 relative au commerce extérieur intitulé « mesures de sauvegarde de la production nationale » couvre aussi bien les dispositions relatives aux mesures de sauvegarde proprement dites que celles relatives aux mesures antidumping et mesures compensatoires.

Q2. Le nouveau paragraphe de l'article 15 de la Loi sur le commerce extérieur qui suit immédiatement le paragraphe 5 confère à l'Administration marocaine le droit de prendre "à titre provisoire et d'urgence" des mesures dans le cadre d'enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs "afin de garantir la protection de la production nationale".

- a) Comment le Maroc se conforme-t-il aux dispositions de l'article 7.1 ii) de l'Accord antidumping et de l'article 17.1 b) de l'Accord SMC, selon lesquelles l'application de mesures provisoires est subordonnée à l'établissement d'une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dommage ainsi que d'une subvention et/ou d'un dumping?

¹ G/ADP/Q1/MAR/2-G/SCM/Q1/MAR/2.

² G/ADP/Q1/MAR/3-G/SCM/Q1/MAR/3.

³ G/ADP/N/1/MAR/2/Rev.1; G/SCM/N/1/MAR/2/Rev.1.

- b) **Comment le Maroc se conforme-t-il aux dispositions de l'article 7.3 de l'Accord antidumping et de l'article 17.3 de l'Accord SMC, selon lesquelles aucune mesure provisoire ne doit être appliquée avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête?**
- c) **Comment le Maroc se conforme-t-il aux dispositions de l'article 7.4 de l'Accord antidumping et de l'article 17.4 de l'Accord SMC relatives à la durée d'application maximale des mesures provisoires?**
- d) **Veuillez confirmer que les mesures provisoires sont limitées à un droit provisoire ou à une garantie revêtant la forme d'un dépôt en espèces ou d'un cautionnement, conformément à l'article 7 de l'Accord antidumping et de l'article 17 de l'Accord SMC.**

Réponse

Il importe de préciser en premier lieu que la loi n° 13-89 relative au commerce extérieur a été élaborée en 1989 et entrée en vigueur en 1993, bien avant l'adoption des accords AD et SMC issus des résultats des négociations du Cycle d'Uruguay.

L'article 15 de la loi sur le commerce extérieur reprend les principes énoncés à l'article VI du GATT de 1947. Pour ce qui est des subventions et droits compensateurs, le Maroc n'était pas signataire de l'accord relatif à l'interprétation et à l'application de l'article VI, XVI et XXIII de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce de Tokyo Round.

Par ailleurs, Avec la signature des Accords de Marrakech, les Accords de l'OMC ont force de loi. De ce fait, les accords AD et SMC font partie intégrante du dispositif législatif du Maroc et leurs dispositions priment sur les dispositions en matière de dumping et de subventions et mesures compensatoires prévues par la loi n°13-89 relative au commerce extérieur et par le décret n°2-93-415 pris pour son application. Si le Maroc serait appelé à mettre en œuvre des mesures antidumping ou mesures compensatoires, il appliquera les règles et procédures des accords AD et SMC.

En vue de renforcer davantage l'application sur le plan national des règles multilatérales dans le domaine de dumping et de subventions et mesures compensatoires, un projet de loi sur les mesures de défense commerciale (mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde) a été élaboré et est actuellement en cours d'adoption. Il s'agit d'un projet de loi pris sur la base des dispositions de l'accord AD et de l'accord SMC.

Q3. En quoi les mesures de protection prévues à l'avant-dernier paragraphe de l'article 15 de la Loi sur le commerce extérieur qui autorise l'administration à "soumettre à des déclarations préalables d'importation les importations des produits qui causent ou menacent de causer un préjudice à la production nationale", diffèrent-elles de l'application de mesures provisoires? Comment sont-elles compatibles avec les Accords antidumping et SMC? S'agit-il de mesures correctives qui s'ajoutent à celles que prévoient ces accords?

Réponse

La Déclaration Préalable d'Importation n'est pas considérée comme une mesure antidumping ou mesure compensatoire provisoire. Il s'agit d'une mesure de surveillance des importations qui peut être mise en place pour permettre le suivi en temps réel des importations des produits pour lesquels une requête de mise en œuvre de mesures antidumping ou mesures compensatoires a été déposée.

Q4. L'article 22 du "Titre V du Décret n° 2-93-415 traitant des modalités d'application des droits antidumping et droits compensateurs" est consacré aux demandes. Il semble toutefois qu'il n'exige pas tous les renseignements énoncés à l'article 5.2 de l'Accord antidumping et à l'article 11.2 de l'Accord SMC. Veuillez confirmer que les demandes doivent contenir les renseignements visés par ces dispositions.

Réponse

Voir réponse à la question n°2.

Q5. Le Titre V du Décret n° 2-93-415 ne reprend pas les prescriptions relatives à la représentativité énoncées à l'article 5.4 de l'Accord antidumping et à l'article 11.4 de l'Accord SMC. Comment le Maroc entend-il se conformer aux obligations découlant de ces dispositions?

Réponse

Les dispositions du titre V du décret n°2-93-415 pris pour l'application de la loi n°13-89 relative au commerce extérieur sont incomplètes par rapport aux accords AD et SMC car elles ont été élaborées bien avant l'adoption des résultats des négociations du Cycle d'Uruguay dont les accords AD et SMC.

La loi n° 13-89 a été élaborée sur la base de l'article VI du GATT de 1947. Par conséquent, le décret pris pour son application s'est limité à définir les modalités d'application des dispositions de ladite loi dont la promulgation a été faite avant l'adoption des accords AD et SMC issus des résultats des négociations du cycle d'Uruguay.

Toutefois, il est à préciser qu'avec la signature des Accords de Marrakech et en vertu de la constitution du Maroc, les accords AD et SMC font partie intégrante de la législation marocaine et leurs dispositions priment sur les dispositions en matière de dumping et de subventions et mesures compensatoires prévues par la loi sur le commerce extérieur et par le décret n°2-93-415 pris pour son application.

En effet, si le Maroc serait appelé à mettre en œuvre des mesures antidumping ou mesures compensatoires, il appliquera les règles et procédures des accords AD et SMC.

Q6. Veuillez confirmer que les gouvernements des pays exportateurs seront avisés des demandes présentées avant l'ouverture d'une enquête antidumping, conformément à l'article 5.6 de l'Accord antidumping.

Réponse

Compte tenu du fait que l'accord AD fait partie intégrante du dispositif législatif du Maroc et que les dispositions prévues par cet accord priment sur celles de la loi 13-89 relative au commerce extérieur et au cas où le Maroc serait amené à mettre en œuvre une mesure antidumping, le gouvernement du pays exportateur sera avisé avant l'ouverture de l'enquête et ce, conformément aux dispositions de l'article 5.6 de l'accord AD.

Q7. Selon le nouvel article 15 3) de la Loi n° 13-89 sur le commerce extérieur ("Loi sur le commerce extérieur"), le même critère de détermination du dommage est applicable dans les enquêtes en matière de sauvegardes que dans les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs.

- a) **Les autorités marocaines appliquent-elles effectivement le même critère de détermination du dommage dans les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs et dans les enquêtes en matière de sauvegardes?**
- b) **Le Maroc considère-t-il que les critères de détermination du dommage énoncés à l'article 3 de l'Accord antidumping, à l'article 15 de l'Accord SMC et à l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes sont les mêmes?**
- c) **Dans la négative, veuillez préciser les différents critères de détermination du dommage appliqués par le Maroc dans les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs et en matière de sauvegardes, et indiquer en quoi ils s'apparentent aux critères énoncés respectivement dans les Accords antidumping et SMC et dans l'Accord sur les sauvegardes.**

Réponse

Avec la signature des Accords de Marrakech, les accords AD et SMC font partie intégrante de la législation marocaine et leurs dispositions priment sur les dispositions en matière de dumping et de subventions et mesures compensatoires prévues par le décret n°2-93-415.

En conséquence, si le Maroc serait appelé à engager une procédure en matière de dumping ou mesure compensatoires, l'évaluation du préjudice se ferait conformément aux dispositions pertinentes des accords AD et SMC et non comme prévu par l'article 15 de la loi n°13-89 sur le commerce extérieur.

Q8. Le seul critère prévu par les dispositions légales ou réglementaires du Maroc relatives à la détermination du dommage dans les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs est celui qui est énoncé dans le paragraphe introductif de l'article 15 de la Loi sur le commerce extérieur, qui dispose que les importations doivent causer ou menacer "de causer un préjudice grave à une production nationale établie ou [retarder] sensiblement la création d'une production nationale".

- a) **Comment le Maroc met-il en œuvre les dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping et de l'article 15 de l'Accord SMC relatives aux facteurs que les autorités chargées de l'enquête doivent prendre en considération pour déterminer l'existence d'un dommage?**
- b) **Comment le Maroc met-il en œuvre les dispositions de l'article 3.7 et 3.8 de l'Accord antidumping et de l'article 15.7 et 15.8 de l'Accord SMC relatives aux facteurs que les autorités chargées de l'enquête doivent prendre en considération pour déterminer l'existence d'une menace de dommage important?**

Réponse

Voir réponse à la question n°2.

Q9. Les dispositions légales et réglementaires du Maroc ne donnent apparemment aucune définition de la "production nationale" aux fins de l'article 15 de la Loi sur le commerce extérieur.

- a) **Comment le Maroc met-il en œuvre les prescriptions des articles 2.6 et 4.1 de l'Accord antidumping et des articles 15.1 et 16.1 de l'Accord SMC, selon lesquelles la branche de production nationale doit être définie en fonction de la production de "produits similaires"?**
- b) **Le Maroc autorise-t-il l'exclusion de la branche de production nationale des producteurs liés aux exportateurs ou aux importateurs ou qui sont eux-mêmes importateurs du produit faisant l'objet de l'enquête conformément à l'article 4.1 de l'Accord antidumping et à l'article 16.1 de l'Accord SMC? Dans l'affirmative, dans quelles conditions une telle exclusion est-elle prononcée?**

Réponse

Elaborée sur la base de l'article VI du GATT de 1947, la loi sur le commerce extérieur n'a pas définie la notion de branche de production nationale.

Cependant, si le Maroc aurait à engager une procédure pour la mise en œuvre des mesures antidumping ou des mesures compensatoires, il appliquera les dispositions des articles 2.6 et 4.1 de l'accord AD et des articles 15.1 et 16.1 de l'accord SMC définissant la branche de production nationale du fait qu'avec la signature des Accords de Marrakech, les accords AD et SMC font partie intégrante du dispositif législatif du Maroc et leurs dispositions priment sur les dispositions en matière de dumping et de subventions et mesures compensatoires prévues par le décret n°2-93-415.

Q10. L'article 25 des "Modalités d'application des droits antidumping et droits compensateurs" dispose que la Commission consultative des importations peut décider de soumettre "à enquête publique préalable" les demandes d'application de droits antidumping et compensateurs. Faut-il entendre par là que cet organe a toute latitude pour décider de l'opportunité d'ouvrir une enquête publique? Dans l'affirmative, en quoi cette possibilité est-elle compatible avec l'article 6.2 de l'Accord antidumping et avec l'article 12.2 de l'Accord SMC, qui accordent aux parties intéressées le droit, sur justification, de présenter oralement des renseignements aux autorités chargées de l'enquête?

Réponse

La loi sur le commerce extérieur et son décret d'application n'ont pas prévu des dispositions rendant obligatoire l'ouverture de l'enquête publique et ce dans la mesure où cette loi a été élaborée en 1989 sur la base de l'article VI du GATT de 1947.

Néanmoins, comme il a été précédemment précisé, si le Maroc est appelé à engager une procédure en matière de dumping ou de subvention, il observerait les dispositions prévues par l'article 6.2 de l'accord AD et l'article 12.2 de l'accord SMC donnant le droit aux parties intéressées de présenter oralement à la Commission consultative des importations leurs justifications et leurs points de vue sur l'affaire instruite étant entendu que les accords AD et SMC ont au Maroc la force de loi et les dispositions prévues par lesdits accords s'appliquent ipso facto aux requêtes déposées auprès de la commission consultative des importations.

A noter que les dispositions en matière de mesures antidumping ou compensatoires, prévues par la loi sur le commerce extérieur et son texte d'application, n'ont jamais été mises en œuvre étant donné que jusqu'à présent aucune procédure n'a été initiée.

Q11. En menant son enquête publique, la Commission consultative des importations est-elle tenue d'établir un dossier réunissant toutes les pièces qu'elle reçoit, ainsi que les procès-verbaux, les mémoires ou les comptes rendus des réunions tenues par la Commission et toute partie intéressée? Ce dossier est-il accessible au public? Permet-il de protéger les renseignements commerciaux de nature exclusive communiqués par les parties?

Réponse

Jusqu'à présent le Maroc n'a jamais engagé une procédure de mise en œuvre des mesures antidumping ou mesure compensatoires. Au cas où une enquête sera ouverte et du fait que les accords AD et SMC ont au Maroc la force de loi, les dispositions pertinentes des accords en matière de confidentialité des informations fournies durant l'enquête seront observées.

Ainsi, les informations à soumettre à la Commission consultative des Importations qui ont un caractère confidentiel ne peuvent être dévoilées sans l'autorisation de la partie qui les a communiqué. Toutefois, des résumés non confidentiels peuvent être rendus public.

Q12. Le deuxième paragraphe de l'article 25 des "Modalités" dispose que toute enquête publique sera annoncée "par voie de presse". À quel organe de presse s'adresse le Maroc pour publier cet avis?

Réponse

Dans la mesure où aucune procédure n'a été jusqu'à présent initiée, aucun avis public concernant les mesures antidumping ou mesures compensatoires n'a été publié. Néanmoins, en pratique les avis publics administratifs sont généralement publiés au bulletin officiel dans la partie réservée aux annonces légales et dans certaines cas dans des quotidiens largement diffusés.

Q13. Le deuxième paragraphe de l'article 25 dispose aussi que cet avis doit "prévoir les délais pendant lesquels toute observation sur la requête présentée peut être formulée".

- a) **Qui peut présenter ces observations écrites?**
- b) **Ces observations écrites sont-elles autorisées dans les procédures au cours desquelles la Commission consultative décide de ne pas ouvrir une enquête publique? Dans la négative, comment le Maroc se conforme-t-il aux prescriptions de l'article 6.1 de l'Accord antidumping et de l'article 12.1 de l'Accord SMC, selon lesquelles les parties intéressées doivent avoir la possibilité de présenter par écrit les éléments de preuve qu'elles jugent pertinents pour les besoins de l'enquête?**
- c) **Les auteurs des observations écrites ont-ils la possibilité de prendre connaissance de la demande et de tout autre renseignement recueilli par les autorités marocaines? Dans la négative, comment le Maroc se conforme-t-il aux prescriptions de l'article 6.4 de l'Accord antidumping et de l'article 12.3 de l'Accord SMC, selon lesquelles les autorités doivent ménager aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements non confidentiels pertinents pour la présentation de leurs dossiers?**

Q14. Comment le Maroc met-il en œuvre les dispositions de l'article 6.5 de l'Accord antidumping et de l'article 12.4 de l'Accord SMC relatives à la communication de renseignements confidentiels?

Q15. Comment le Maroc met-il en œuvre les dispositions de l'article 6.9 de l'Accord antidumping et de l'article 12.8 de l'Accord SMC prévoyant que les parties intéressées doivent être informées des faits essentiels examinés?

Réponse

Voir réponse à la question n°2.

Q16. Il ressort de l'article 26 des "Modalités" que la Commission consultative doit donner son avis au sujet d'une demande d'application de droits antidumping ou de droits compensateurs dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle le Ministre chargé du commerce extérieur lui a remis la demande.

- a) **L'avis de la Commission consultative est-il définitif ou est-il susceptible d'être réexaminé et/ou révisé par le Ministre?**
- b) **Si le Ministre a la faculté de réexaminer et/ou de réviser l'avis de la Commission consultative, quels sont les critères et les procédures applicables? Les parties intéressées peuvent-elles participer au processus de réexamen?**
- c) **Le Maroc publie-t-il la détermination finale relative à l'opportunité d'imposer des droits antidumping ou compensateurs (qu'elle soit établie par la Commission consultative ou par le Ministre)? Comment le Maroc applique-t-il les dispositions de l'article 12 de l'Accord antidumping et de l'article 22 de l'Accord SMC relatives à l'avis au public et à l'explication des déterminations?**

Réponse

Instituée par l'article 9 du décret n°2-93-415 pris pour l'application de la loi sur le commerce extérieur la commission Consultative des Importations est chargée de donner son avis au ministre chargé du commerce extérieur sur, entre autres, les questions relatives à la mise en œuvre de mesures antidumping et mesures compensatoires.

Depuis sa création en 1993, la commission n'a jusqu'à présent jamais rendu son avis sur les questions relatives à la mise en œuvre de mesures antidumping et mesures compensatoires

Néanmoins, le Maroc considère que la décision d'appliquer un droit antidumping ou un droit compensateur - que se soit du point de vue de la Commission consultative des importations ou du point de vue du ministre chargé du commerce extérieur - ne soit prise, que si les conditions d'application de ces mesures telles que définies dans les accords AD et SMC soient remplies et la procédure prescrites par les dits accords soit respectée.

Q17. Comment le Maroc met-il en œuvre les dispositions de l'article 13 de l'Accord antidumping et de l'article 23 de l'Accord SMC relatives à la révision judiciaire ou administrative des déterminations?

Réponse

Selon le droit marocain, les décisions administratives peuvent faire l'objet de recours auprès des tribunaux administratifs. Le droit de recours est ainsi garanti et le tribunal administratif peut recevoir des demandes de révision d'une mesure antidumping ou d'une mesure compensatoire qui peut être déposée par la partie lésée. En conséquence, les dispositions de l'article 13 de l'accord AD et celles de l'article 23 de l'accord SMC sont intégrées d'une manière générale dans le droit marocain.

Q18. L'article 29 des "Modalités" dispose que les droits antidumping et les droits compensateurs "resteront en vigueur tant que les mesures qui les ont justifiés subsistent". En quoi cette disposition est-elle compatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping et l'article 21.3 de l'Accord SMC, selon lesquels les droits ne peuvent rester en vigueur plus de cinq ans, à moins que les autorités ne déterminent au cours d'un réexamen que leur maintien en vigueur est nécessaire?

Réponse

La loi n° 13-89 relative au commerce extérieur a été élaborée en 1989 sur la base de l'article VI du GATT de 1947 et entrée en vigueur en 1993, bien avant l'adoption des résultats des négociations du Cycle d'Uruguay dont les accords AD et SMC qui définissent les règles et disciplines pour la mise en œuvre des mesures antidumping et mesures compensatoires.

Toutefois, avec la signature des Accords de Marrakech, les Accords de l'OMC ont la force de loi. De ce fait, les accords AD et SMC font partie intégrante du dispositif législatif du Maroc et leurs dispositions priment sur les dispositions en matière de dumping et de subventions et mesures compensatoires prévues par la loi n°13-89 relative au commerce extérieur et par le décret n°2-93-415 pris pour son application.

Si le Maroc serait appelé à appliquer des mesures antidumping ou mesures compensatoires, il appliquer les règles et procédures des accords de l'OMC pertinents. Aussi, la durée d'application ces mesures sera-t-elle conforme aux dispositions de l'article 11.3 de l'accord AD et de l'article 21.3 de l'accord SMC.

Q19. L'article 11 du Décret n° 2-93-415 traitant de la Commission consultative des importations dispose que les modalités de fonctionnement de la Commission consultative sont fixées par un règlement intérieur élaboré par ladite commission et approuvé par le Ministre chargé du commerce extérieur. La Commission a-t-elle approuvé ce règlement intérieur? Dans l'affirmative, quand le Maroc le notifiera-t-il au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires?

Réponse

Le Règlement intérieur de la commission Consultative des importations fixe les modalités de fonctionnement de ladite Commission telles que convenues entre les membres de la Commission. Du fait qu'il ne s'agit pas d'un texte législatif ou réglementaire au sens d'une loi ou d'un décret, le Maroc a estimé qu'il peut ne pas faire l'objet de notification.

Q20. Comment le Maroc a-t-il mis en œuvre les dispositions de l'article 5.8 de l'Accord antidumping et de l'article 11.9 de l'Accord SMC, qui prescrivent de clore immédiatement une enquête lorsque la marge de dumping ou le montant de la subvention sont *de minimis* ou lorsque le volume des importations est négligeable?

Réponse

Jusqu'à présent le Maroc n'a jamais initié une procédure en matière de dumping ou de mesures compensatoires. Les dispositions de l'article 5.8 de l'accord AD et celle de l'article 11.9 de l'accord SMC relatives à la clôture immédiate de l'enquête en cas de minimis ou de volume négligeable à l'importation, n'ont donc jamais été appliquées.

Toutefois, si une procédure est entamée, le Maroc observera les dispositions prévues par l'article 5.8 de l'accord AD et celle de l'article 11.9 de l'accord SMC étant entendu que les accords AD et SMC font partie intégrante de la législation marocaine et les dispositions prévues par lesdits accords s'appliquent ipso facto aux requêtes qui seront examinés par le Maroc.

QUESTIONS DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Q1. Le Maroc pourrait-il préciser si des déclarations préalables d'importation peuvent être exigées également dans le cas d'enquêtes aboutissant à l'imposition de droits antidumping ou de droits compensateurs?

DEMANDES VISANT À BÉNÉFICIER DES MESURES VISÉES À L'ARTICLE 15 DE LA LOI N° 13-89

Q2. L'article 22 du Décret n° 2-93-415 traitant des modalités d'application des droits antidumping et droits compensateurs dispose que les demandes visant à bénéficier des mesures de sauvegarde prévues à l'article 15 de la Loi n° 13-89 *"doivent contenir les éléments de preuve de l'existence a) d'un dumping, b) d'une subvention ou d'une prime, et c) d'un lien de causalité entre le produit importé faisant l'objet d'un dumping ou bénéficiant d'une subvention ou d'une prime et le préjudice subi"*.

Le Maroc pourrait-il indiquer comment il entend se conformer à l'article 5.2 de l'Accord antidumping de l'OMC et à l'article 11.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC, notamment en ce qui concerne les éléments de preuve que doit comporter une demande pour justifier l'ouverture d'une enquête? Plus généralement, le Maroc pourrait-il préciser comment il concilie les dispositions des articles 22 et 23 du décret avec les obligations qui lui incombent au titre de l'article 5 de l'Accord antidumping et de l'article 11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Q3. D'après l'article 30 du décret, *"Les dispositions du présent titre sont applicables aux pièces ou composants destinés à l'assemblage ou à l'ouvrison finale de tout produit soumis à un droit antidumping ou à un droit compensateur"*.

Le Maroc pourrait-il indiquer comment il entend appliquer cette disposition compte tenu de l'article 5 de l'Accord antidumping et de l'article 11 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

IMPOSITION DE MESURES

Q4. D'après l'article 24.1 du décret, *"Si le Ministre intéressé fournit les éléments de preuve de l'existence de dumping, subvention ou prime et de préjudice causé à la production nationale, il est fait immédiatement application des mesures de sauvegarde prévues à l'article 15 de la Loi précitée n° 13-89, par arrêté du Ministre des finances pris après avis du ou des ministres intéressés"*.

Le Maroc pourrait-il indiquer comment il concilie cette disposition avec les obligations qui lui incombent au titre des articles 7 et 9 de l'Accord antidumping et des articles 17 et 19 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

MÉTHODE SUIVIE POUR DÉTERMINER LA MARGE DE DUMPING ET LE MONTANT DE LA SUBVENTION

Q5. D'après l'article 24 3) du décret, "Lorsqu'il est fait application des mesures de sauvegarde prévues au premier alinéa ci-dessus, le montant du droit antidumping ne doit en aucun cas dépasser la marge de dumping et le montant du droit compensateur ne doit en aucun cas dépasser le montant de la subvention ou de la prime".

Le Maroc pourrait-il indiquer la méthode suivie pour déterminer la marge de dumping et le montant de la subvention?

ENQUÊTE PUBLIQUE

Q6. D'après l'article 25 du décret, *"La Commission consultative des importations peut décider de soumettre pour complément d'information à enquête publique préalable toute requête soumise à son avis" et "À cette fin, un modèle de questionnaire sera tenu à la disposition des intéressés au siège du Ministère chargé du commerce extérieur. Le questionnaire dûment rempli devra parvenir à la Commission consultative des importations avant l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent"*.

D'après l'article 26 *"La Commission consultative des importations doit donner son avis motivé au Ministre chargé du commerce extérieur dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de sa saisine"*.

Le Maroc pourrait-il expliquer comment il concilie les dispositions de cet article avec les obligations qui lui incombent au titre de l'article 6 de l'Accord antidumping et de l'article 12 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

DURÉE D'APPLICATION DES DROITS ET RÉEXAMENS

Q7. D'après l'article 29 du décret *"Les droits antidumping et les droits compensateurs institués en vertu des dispositions du présent titre resteront en vigueur tant que les mesures qui les ont justifiés subsistent"*.

Le Maroc pourrait-il indiquer comment il concilie les dispositions de cet article avec les obligations qui lui incombent au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et de l'article 21.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires? Quelles mesures sont prises en ce qui concerne le réexamen des droits antidumping ou des droits compensateurs?

IMPOSITION DE DROITS SUR DES PIÈCES ET COMPOSANTS

Q8. Le Maroc pourrait-il préciser dans quelles conditions s'applique l'article 30 du décret, selon lequel *"Les dispositions du présent titre sont applicables aux pièces ou composants destinés à l'assemblage ou à l'ouvrison finale de tout produit soumis à un droit antidumping ou à un droit compensateur"*? Le Maroc a-t-il déjà appliqué cette disposition?

G/SCM/N/1/MAR/3

Q9. La notification de l'article 15 (modifié) de la Loi n° 13-89 et du Titre V du Décret n° 2-93-415 ne fait état d'aucune disposition explicite limitant l'imposition de droits compensateurs aux subventions spécifiques conformément à l'article 1.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Le Maroc pourrait-il confirmer que seules sont soumises à des droits compensateurs les importations qui bénéficient de subventions spécifiques au sens de l'article 1.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Q10. Il est indiqué, à la page 2 de la notification de l'article 15 (modifié) de la Loi sur le commerce extérieur n° 13-89, que les importations peuvent être soumises à:

- "des mesures tarifaires ou non tarifaires s'il est constaté un accroissement massif des importations de produits similaires directement concurrents" (article 15 3));
 - "des mesures non tarifaires en cas d'importations de produits bénéficiant de la franchise douanière en vertu d'accords conclus, antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, par le Maroc avec d'autres pays" (article 15 4));
 - "un droit additionnel à l'équivalent tarifaire visé à l'article 5 s'il est constaté une diminution sensible des prix des produits visés à l'article 7 ci-dessus" (article 15 5)).
- a) Le Maroc peut-il préciser le lien entre ces trois dispositions et les paragraphes 1 (Droits compensateurs) et 2 (Droits antidumping) de l'article 15 (modifié) de la Loi n° 13-89 sur le commerce extérieur?
- b) Dans quelles conditions est-il possible d'adopter des "mesures tarifaires ou non tarifaires" en vertu de l'article 15 3) (modifié) de la Loi n° 13-89 sur le commerce extérieur?
- c) Dans quelles conditions est-il possible d'adopter des "mesures non tarifaires" en vertu de l'article 15 4) (modifié) de la Loi n° 13-89 sur le commerce extérieur?
- d) Dans quelles conditions est-il possible d'imposer "un droit additionnel" en vertu de l'article 15 5) (modifié) de la Loi n° 13-89 sur le commerce extérieur?
- e) Sur quelles dispositions des Accords de l'OMC se fonde l'article 15 3), 15 4) et 15 5) (modifié) de la Loi n° 13-89 sur le commerce extérieur?

Réponses**DÉCLARATION PRÉALABLE D'IMPORTATION :**

La Déclaration Préalable d'Importation prévue par l'article 15 de la loi n°13-89 relative au commerce extérieur n'est pas considérée comme une mesure antidumping ou mesure compensatoire provisoire. C'est une mesure de surveillance des importations qui peut être mise en place pour permettre le suivi en temps réel des importations des produits pour lesquels des requêtes d'application des mesures antidumping, des mesures compensatoires ou des mesures de sauvegarde ont été déposées .

REQUÊTES POUVANT BÉNÉFICIER DES MESURES PRÉVUES PAR L'ARTICLE 15 DE LA LOI N°13-89 RELATIVE AU COMMERCE EXTÉRIEUR :

Au sens de la loi n°13-89 relative au commerce extérieure, la notion « mesures de sauvegarde de la production nationale » est prise au sens large. Elle couvre les dispositions relatives aux mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde proprement dites.

Il importe de préciser en premier lieu que la loi n° 13-89 relative au commerce extérieur a été élaborée en 1989 et entrée en vigueur en 1993, bien avant l'adoption des accords AD et SMC issus des résultats des négociations du Cycle d'Uruguay.

Ainsi, l'article 15 de la loi sur le commerce extérieur reprend les principes énoncés à l'article VI du GATT de 1947. Pour les subventions et mesures compensatoires, le Maroc n'était pas signataire de l'accord relatif à l'interprétation et à l'application de l'article VI, XVI et XXIII de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce de Tokyo Round.

Avec la signature des Accords de Marrakech, les Accords de l'OMC ont la force de loi. De ce fait, les accords AD et SMC font partie intégrante de l'arsenal juridique du Maroc et leurs dispositions priment sur les dispositions en matière de dumping et de subventions et mesures compensatoires prévues par la loi n°13-89 relative au commerce extérieur et par le décret n°2-93-415 pris pour son application. Si le Maroc serait appelé à mettre en œuvre des mesures antidumping ou mesures compensatoires, il appliquera les règles et procédures des accords AD et SMC.

En vu de renforcer davantage l'application sur le plan national des règles multilatérales dans le domaine de dumping et de subventions et mesures compensatoires, un projet de loi sur les mesures de défense commerciale (mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde) a été élaboré et est actuellement en cours d'adoption. Il s'agit d'un projet de loi pris sur la base des dispositions de l'accord AD et de l'accord SMC.

IMPOSITION DES MESURES ANTIDUMPING ET MESURES COMPENSATOIRES :

Les dispositions de l'article 15 de la loi n°13-89 sur le commerce extérieur et celles du titre V du décret n°2-93-415 pris pour son application reprenaient les principes énoncés à l'article VI du GATT de 1947. Elles ont été élaborées et mises en vigueur bien avant l'adoption des accords AD et SMC issus des résultats de négociation du Cycle d'Uruguay.

Toutefois, Avec la signature des Accords de Marrakech, les Accords de l'OMC ont la force de loi et leurs dispositions priment sur les dispositions du titre V du décret n°2-93-415 relative au dumping et mesures compensatoires.

Si le Maroc serait appelé à appliquer des mesures antidumping ou mesures compensatoires, il appliquera les règles et procédures pertinentes des accords AD et SMC. Ainsi, les dispositions des articles 7 et 9 de l'accord AD et celles des articles 17 et 19 de l'Accord SMC relative à l'imposition des mesures, seront respectées.

MÉTHODE SUIVIE POUR LA DÉTERMINATION DE LA MARGE DE DUMPING ET DU MONTANT DE LA SUBVENTION :

Jusqu'à présent le Maroc n'a jamais initié une procédure en matière de dumping ou de subvention. Aucune marge de dumping ou montant de subvention n'a été déterminé.

Toutefois, si une procédure est entamée, le Maroc observera les règles préconisées au niveau multilatéral étant entendu que les accords AD et SMC font partie intégrante du dispositif législatif du Maroc et les dispositions prévues par lesdits accords s'appliquent ipso facto aux requêtes qui seront soumises au ministère chargé du commerce extérieur.

ENQUÊTE PUBLIQUE :

Les dispositions de l'article 15 de la loi n°13-89 sur le commerce extérieur et celles du titre V du décret n°2-93-415 pris pour l'application reprenaient les principes énoncés à l'article VI du GATT de 1947. Elles ont été élaborées et mises en vigueur bien avant l'adoption des accords AD et SMC issus des résultats de négociation du Cycle d'Uruguay.

Toutefois, avec la signature des accords de Marrakech, les Accords de l'OMC ont la force de loi et leurs dispositions priment sur les dispositions en matière de dumping et de subventions et mesures compensatoires prévues par la loi n°13-89 relative au commerce extérieur et par le décret n°2-93-415 pris pour son application.

Si le Maroc serait appelé à appliquer des mesures antidumping ou mesures compensatoires, il appliquera les règles et procédures des accords de l'OMC pertinents et les dispositions de l'article 6 de l'accord AD et de l'article 12 de l'accord SMC relatives aux éléments de preuves et la conduite de l'enquête seront de ce fait respectées.

DURÉE D'APPLICATION DES MESURES ANTIDUMPING ET MESURES COMPENSATOIRES ET LEUR REVISION :

La loi marocaine sur le commerce extérieur n'a pas limité la durée d'application du droit antidumping ou du droit compensateur et n'a pas défini les règles de réexamen desdits droits, mais si le Maroc aura à engager une procédure pour la mise en œuvre des mesures antidumping ou des mesures compensatoires, il se conformera aux dispositions de l'article 11.3 de l'accord AD et de l'article 21.3 de l'accord SMC.

A cet effet, il est à préciser que les accords AD et SMC font partie intégrante de la législation marocaine et leurs dispositions priment sur les dispositions en matière de dumping et de mesures compensatoires prévues par l'article 15 de la loi n°13-89 relative au commerce extérieur et par le titre V de son décret d'application.

Aussi, un projet de loi sur les mesures de défense commerciale (mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde) a été élaboré et est actuellement en cours d'adoption. Il s'agit d'un projet de loi pris sur la base des dispositions de l'accord AD et de l'accord SMC.

IMPOSITION DES MESURES ANTIDUMPING ET MESURES COMPENSATOIRES SUR LES PIÈCES ET COMPOSANTES :

Les dispositions de l'article 30 du décret n°2-93-415 pris pour l'application de la loi sur le commerce extérieur sont considérées comme des mesures anti-contournement des droits antidumping ou droit compensateurs.

Le Maroc n'a jamais mis en œuvre ces dispositions.

AUTRES QUESTIONS

Réponse à la question n°1 relative à types de subventions visées par les mesures compensatoires

L'article 15 de la loi n°13-89 ne définit pas les types de subventions qui peuvent être assujetties à des mesures compensatoires. Néanmoins, du fait que l'accord SMC a sur le plan national la force de loi et que les dispositions prévues par ledit accord priment sur celles prévues par la loi relative au commerce extérieur, les mesures compensatoires ne seront appliquées qu'à l'encontre des importations ayant bénéficié de subventions spécifiques conformément à l'article 1.2 de l'accord SMC.

Réponse à la question n°2.a relative au champs d'application de l'article 15 de la loi sur le commerce extérieur

L'article 15 de la loi n°13-89 relative au commerce extérieur intitulé «mesures de sauvegarde de la production nationale» couvre aussi bien les dispositions relatives aux mesures de sauvegarde proprement dites que celles relatives aux mesures antidumping et mesures compensatoires.

Il n'y a pas de relation entre les mesures antidumping et les mesures compensatoires d'une part et les autres mesures prévues par l'article 15 de la loi n°13-89 relative au commerce extérieur qui sont applicables pour d'autres situations.

Réponse à la question n°2. b relative aux mesures de sauvegarde

Les mesures tarifaires ou non tarifaires prévues par l'article 15.3 de la loi sur le commerce extérieur peuvent être appliquées en cas d'accroissement massif des importations qui causent ou menacent de causer un préjudice grave à la production nationale de produits similaires ou directement concurrents et ce, conformément aux dispositions de l'accord de l'OMC sur les sauvegardes.

Réponse à la question n°2. c relative aux mesures tarifaires ou non tarifaires applicables pour les importations réalisées dans un cadre préférentiel

Les mesures tarifaires ou non tarifaires prévues par l'article 15.4 de la loi sur le commerce extérieur ne concernent que les importations réalisées dans un cadre préférentiel en vertu d'accords et conventions commerciaux bilatéraux préférentiels conclus par le Maroc avec d'autres pays. Les importations opérées dans le cadre NPF ne sont pas concernées par cette mesure.

Réponse à la question n°2. d relative aux mesures de sauvegarde spéciales pour l'agriculture

Le droit additionnel prévu par l'article 15.5 de la loi sur le commerce extérieur ne peut être mis en œuvre que pour les produits agricoles de base (pour le Maroc ces produits sont : les viandes, les laits, les céréales, les oléagineux, les sucres et leurs dérivés) dont la protection tarifaire a été converti en équivalent tarifaire en application des dispositions de l'accord sur l'agriculture.

Les conditions pour l'application du droit additionnel sont celles prévues par l'accord sur l'agriculture.

Réponse à la question n°2. e à la conformité des mesures prévues à l'article 15 de la loi sur le commerce extérieur autres que les mesures antidumping et les mesures compensatoires

Les mesures prévues par les articles 15.3 ; 15.4 et 15.5 de la loi sur le commerce extérieur sont compatibles avec les dispositions des accords de l'OMC dans la mesure où l'article 15.3 fait

référence à l'accord sur les sauvegardes et l'article 15.5 à l'accord sur l'agriculture. L'article 15.4 n'est applicable que sur les importations préférentielles et non sur les importations NPF régies par les accords de l'OMC.
